

**CRÉDIT D'IMPÔT MIS À LA PORTE**

À partir de 2018, les contribuables ne pourront plus bénéficier du crédit d'impôt pour la transition énergétique (Cite) lorsqu'ils changeront leurs portes d'entrée, fenêtres et volets. La mesure n'a pas démontré son efficacité, estime le ministère de la Transition écologique et solidaire.

**2,8**

C'est, en millions d'euros, ce que pesait, en 2016, le marché en expansion des purificateurs d'air et autres « dépolluants » de l'air intérieur.

**Une planète et des hommes****AMÉNAGEMENT**

# Europacity, projet en ballottage économique et politique

Malgré l'avis négatif du commissaire-enquêteur, le maire de Gonesse continue de défendre le projet de complexe commercial prévu sur 80 hectares de terres agricoles. L'actualité financière pourrait toutefois freiner les ambitions des investisseurs.

**L**e maire PS de Gonesse (Val-d'Oise), Jean-Pierre Blazy, « ne renoncera pas » au projet d'aménagement de 260 hectares de terres arables au nord de Paris, où doit s'implanter le complexe controversé Europacity. « C'est une chance pour le territoire », a martelé l' élu hier lors d'une conférence de presse, à Paris. Depuis que le 23 août, le commissaire-enquêteur a émis un avis défavorable à la révision du plan local d'urbanisme (PLU) de Gonesse, étape nécessaire à la poursuite du projet d'aménagement du triangle de Gonesse, les opposants se frottent les mains. Casquettes et drapeaux verts, une poignée d'entre eux s'était d'ailleurs rassemblée au pied du bâtiment où se tenait la conférence de presse pour dire « non à Europacity, grand projet inutile ». « Cet avis, même s'il n'est que consultatif, c'était une nouvelle importante, mais on n'osait pas y croire. Mais c'est une suite logique, puisque plusieurs rapports avaient déjà relevé les incohérences sur le volet environnemental », a rappelé à l'occasion Bernard Loup, président du Collectif pour le triangle de Gonesse (CPTG).

Pour mémoire, le projet d'aménagement de la zone comprendra des activités tertiaires. Quatre-vingts hectares, singulièrement, doivent être dédiés au fameux complexe touristique-commercial Europacity.

Porté par Immochan, la branche immobilière du groupe Auchan, en partenariat avec le conglomérat chinois Wanda, cet équipement est estimé à plus de 3 milliards d'euros. Prévu pour 2024, le mégacentre affiche l'ambition d'être « un nouveau quartier du Grand Paris ».

## Un changement de calendrier est toujours possible

L'actualité pourrait changer la donne. Outre des difficultés financières, Wanda est, depuis cet été, victime de la campagne de Pékin visant à limiter les investissements des entreprises chinoises à l'étranger. Alors que le modèle économique de ces superstructures semble à la peine et que le groupe Auchan a, de son côté, enregistré au premier trimestre des résultats nets négatifs, les interrogations se multiplient. Interrogée par l'Humanité, la direction d'Alliages et territoires, société porteuse du projet Europacity,



Manifestation contre le projet du complexe controversé Europacity, le 21 mai 2017, à Gonesse. Thomas Samson/AFP

confirme qu'il « est toujours d'actualité ». Le 27 septembre prochain, l'entreprise doit d'ailleurs présenter son nouveau master plan.

Enfin, dernier événement en date : l'explosion des coûts de construction de + 25 % des nouvelles lignes de métro du Grand Paris Express pourrait elle aussi mettre un terme au projet d'aménagement, car il est inextricablement lié à la ligne 17, laquelle comprend la gare du triangle de Gonesse. Si personne n'envisage pour le moment d'abandonner des lignes, un changement de calendrier est toujours possible, ce qui serait sans nul doute funeste.

**« Le maintien de terres agricoles à proximité de grands centres urbains est devenu une évidence. »**

**ROBERT SPIZZICHINO**  
INGÉNIEUR-URBANISTE

« caricaturé ». « Je me bats depuis plus de vingt ans, comme beaucoup d'autres élus, pour améliorer la vie des habitants. Mais les difficultés sont telles que nous avons besoin de grands projets structurants », a insisté

En dépit de tous ces indicateurs au rouge, les promoteurs de ce vaste ensemble restent déterminés à aller jusqu'au bout. « Malgré l'avis défavorable du commissaire-enquêteur, la révision de notre plan local d'urbanisme sera soumise au vote lors du conseil municipal du 25 septembre », a déclaré Jean-Pierre Blazy, estimant que l'avis du commissaire-enquêteur était « personnel » et que le projet avait été

l' élu, balayant d'un revers de main les critiques : « Nous assumons une démarche équilibrée entre création d'espaces verts, développement du territoire et protection des terres agricoles. »

Si l'édile martèle que le triangle de Gonesse ne repose « pas que » sur Europacity et se défend de lui « donner un chèque en blanc », force est de constater que son argumentaire reprend les thèses du promoteur.

Les 10 000 emplois promis ? « Même en prenant ces chiffres avec précaution, le nombre d'emplois créés sera très important au regard du taux de chômage dans nos quartiers », estime Jean-Pierre Blazy. L'exigence environnementale ? « Europacity est un projet exemplaire avec 100 % de l'énergie produite sur place », répond-il. De même, alors que la puissance publique n'apporte aucune garantie quant à la construction de la gare du triangle de Gonesse, le maire ne désarme